



Enjeux politiques

À la veille du second tour des élections présidentielles en France, nous publions l'entretien accordé par Reynald Secher, auteur de "Vendée, du génocide au mémoricide", au quotidien national polonais Nasz Dziennik. On peut ne pas adhérer en tout aux propos de Reynald Secher? Ils ont du moins le mérite de montrer l'abîme qui sépare les deux candidats en lice : l'un adepte d'une société collectiviste broyeuse de liberté, et qui puise ses racines dans le marxisme; l'autre pragmatique et respectueux des libertés, défenseur – malgré des erreurs d'aiguillage –, de la nation, de l'identité française et des valeurs traditionnelles.

— Que pensez-vous du débat politique actuel en France ?

— Si vous permettez je vais réduire votre question au débat entre les deux candidats en lice, c'est-à-dire François Hollande et Nicolas Sarkozy. Contrairement à ce que la majorité des médias, foncièrement de gauche, veut faire croire aux Français, il ne s'agit pas d'un banal duel entre deux hommes qui auraient des idées politiques relativement similaires. En ce sens Marine Le Pen, leader du Front national, et François Bayrou, leader du Modem, se trompent. François Hollande et Nicolas Sarkozy se réfèrent à des idéologies clairement exprimées et aisément déchiffrables si nous lisons avec attention leur programme. Le premier est un idéaliste imbibé d'idées marxisantes d'un autre temps, idées d'ailleurs exprimées avec violence et clarté par le Front de gauche et son leader Jean-Luc Mélenchon : c'est ce qui explique le ralliement sans condition de ce dernier à François Hollande. Quant à Nicolas Sarkozy, il se situe dans le sillage du libéralisme contrôlé mais de type conservateur.

— Vous avez déclaré que la France était à la croisée des chemins. Que voulez-vous dire ?

— Ce n'est pas la première fois de son histoire qu'elle se trouve dans un tel cas à une nuance près : nous pouvons nous trouver dans une situation irréversible. Quelle société voulons-nous ? C'est la question que les Français doivent se poser. Malgré les apparences et ce que la pensée unique veut nous faire croire, c'est le débat de fond de la campagne électorale en cours. L'enjeu est de taille car il s'agit de notre avenir. Nous assistons depuis quelques années à un retour sur la scène politique des vieilles idées marxistes reprises en chœur par un certain nombre de candidats de gauche, y compris ceux qui pourraient apparaître comme modérés, voire nous comme François Hollande. Ils proposent, ni plus ni moins, une société collectiviste gérée par un État omnipotent et omniscient dans lequel l'individu n'est rien sinon un élément sur lequel on a le droit de vie et de mort au nom d'un pseudo-intérêt général. Ils rêvent encore à l'homme nouveau, dit de progrès, animé de l'idéal révolutionnaire. Son pro-



gramme s'inscrit dans cette logique : nationalisation de l'esprit, nationalisation des vies, nationalisation des moyens de production, nationalisation de la richesse individuelle, redistribution tous azimuts...

Il s'agit, ni plus ni moins, de créer une société nouvelle, dite de progrès, celle à laquelle ces leaders d'opinion rêvent depuis la grande révolution de 1789 et que certains ont eu la chance de vivre comme les Soviétiques ou vivent encore comme les Chinois et les Cubains, comme l'expliquait Mme Mitterrand, grande admiratrice de son ami et héros Fidel Castro. Qu'importent les génocides de classe, les faillites économiques systématiques, les détresses généralisées ! Pour eux, Robespierre et Staline sont toujours les références, Mirabeau et Soljenitsyne, les traîtres. Ce modèle idéal passe par la mort de l'ancienne société vue, plus que jamais, comme obscurantiste.

À titre d'exemple : si ces politiques veulent sceller dans la Constitution la loi de séparation de l'Église et de l'État, c'est qu'ils veulent qu'elle soit appliquée et surtout, à la lettre. La gauche française a toujours eu besoin pour se reproduire et se maintenir au pouvoir de boucs émissaires, de sang et à défaut de conflits préfabriqués qui se traduisent pour l'adversaire par son assassinat politique et social. Rappelons-nous 1793, 1905, 1936 et disons-le, 1981. C'est une de ses caractéristiques. Ses armes sont toujours les mêmes : la haine, la division, la manipulation, le fichage, l'ostracisme... Pour arriver à ses fins, elle n'a jamais hésité quant aux moyens. Les boucs émissaires sont déjà clairement ciblés : ce sont d'abord les riches, puis les catholiques, puis tous ceux qui prêchent la diffé-

rence, notamment certains partis comme le Front national. Elle hait l'opposition, y compris les nuances au sein de son propre parti, et ce toujours au nom de la justice, de la laïcité, des droits de l'homme tels que la France les a codifiés.

Contrairement à ce que j'entends dire, ici et là, François Hollande appliquera à la lettre son programme, notamment parce qu'il y est poussé par ses alliés dont le Front de gauche, qui sont des révolutionnaires. La situation est différente de celle de 1981 en raison de la personnalité forte de François Mitterrand qui était plutôt conservateur, et un socialiste par opportunisme, un homme pragmatique, ce qui explique entre autres son recul face à la volonté de la gauche de nationaliser l'enseignement privé.

Quant à Nicolas Sarkozy, c'est aussi un pragmatique et un homme qui s'est toujours battu pour la liberté individuelle, qui a lutté en permanence contre le tout-État. Son action s'inscrit dans le blocage de cette spirale sans fin qui à terme peut s'avérer mortelle. Ses valeurs, clairement exprimées, sont le respect de la famille, du travail et de la nation. Même si son interprétation de la nation est discutable, car elle s'est traduite par une perte de souveraineté entre les mains de l'Europe, mais qui, en l'état, n'est pas irréversible.

Il a un très grand respect de la liberté, notamment de conscience, ce que ne peut tolérer la gauche qui est de nature totalitaire. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle s'attaque si violemment aux catholiques et par voie de conséquence à l'Église qui reste un des seuls espaces de liberté et de réflexion parce qu'elle vit en fonction d'une fin.



— Vous tirez le signal d'alarme !

— Oui, et ce au moins pour quatre raisons.

La première est liée à l'identité même de la France. Il y a deux ans, le président Sarkozy avait voulu un débat sur l'identité. Le thème a dû surprendre les Polonais parce qu'il ne se pose pas en Pologne. Chez nous, le problème est là en raison de l'importance de l'immigration et de l'effondrement de la natalité franco-française. La gauche qui lui est favorable pour des raisons idéologiques et basement politiques a dénigré, voire conspué le débat. Je crois pourtant qu'il était nécessaire. Bon nombre de définitions de l'identité ont été données à cette occasion. Une très simple, car synthétique, doit être retenue. Elle se résume à quelques mots : *savoir d'où nous venons ; savoir qui nous sommes ; savoir où nous voulons aller ensemble.*

La gauche française qui vomit sur la nation et encore plus sur la patrie, la terre des pères, rêve d'une société multiculturelle, sans racine et bien entendu sans avenir commun qu'elle pourra ainsi manipuler à sa guise. Déjà, avec la complicité du monde enseignant, largement ancré à gauche, elle est en train d'œuvrer dans ce sens, par étapes afin de ne pas susciter de remous. Par exemple, elle a réussi depuis longtemps à imposer ce que j'appelle la méthode globale en histoire, c'est-à-dire son apprentissage non pas par la chronologie mais par thèmes.

L'année dernière, la pression d'un appareil totalitaire de gauche – toujours au pouvoir dans l'Éducation nationale et sans opposition – a fait retirer des programmes tous les hommes qui ont été parmi les principaux bâtisseurs de cette histoire comme Clovis, Char-

lemagne, Hugues Capet, Saint Louis, Louis XIV et même Napoléon Bonaparte. Cette année, son enseignement n'est plus dispensé en terminale S, et à terme il sera déprogrammé en terminale. Gageons que dans un avenir plus ou moins proche, toujours sous la pression totalitaire de la gauche, elle deviendra une matière facultative, voire non enseignée. C'est déjà le cas dans le cadre du concours d'entrée en Sciences politiques qui n'a plus d'examen sur la culture générale, dont l'histoire. Afin de préparer un enseignement multiculturel, on commence à enseigner l'histoire de tribus africaines au nom, bien entendu de l'universalité. En déracinant les élèves, on les coupe de leur passé et on les projette dans un monde virtuel, sans référence et bien entendu sans repère. Lobotomisés, ils deviennent ainsi des hommes sans passé, donc sans avenir et donc manipulables à souhait. Toute la politique de la gauche s'inscrit dans cette logique et c'est pour cette raison qu'elle veut donner la nationalité sans réserve aux immigrés et le droit de vote. À terme, la gauche est en train de mettre en place le communautarisme avec toutes les conséquences que l'on connaît et la libanisation de la France. Avec la gauche au pouvoir, on va voir s'accélérer ce mouvement, et il deviendra irréversible, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

La seconde est liée au respect de la vie. L'IVG est en France utilisée majoritairement comme un moyen de contraception qui se traduit par plus de 220 000 avortements annuels pour environ 830 000 naissances. C'est un fait objectif qui doit nous faire réfléchir et qui doit inciter à rechercher ensemble des solutions autres et des politiques de substitu-



tion et d'accompagnement. Non seulement la gauche est hostile à cette idée mais elle veut légaliser l'euthanasie : c'est inacceptable par principe.

La troisième est liée à la liberté au sens large du terme. Il est clair que la gauche qui proclame à qui veut l'entendre son amour des droits de l'homme, et donc de la liberté, en a une définition très particulière et très restrictive. Sa campagne dans ce sens a été caricaturale, notamment de la part du leader du Front de gauche qui n'hésitait pas à rappeler les bienfaits de la Terreur, ce que l'on peut, à juste titre, considérer comme un appel au meurtre de ceux qu'il considère indésirables car pensant autrement, tandis que François Hollande proclamait que s'il était élu il épurerait tous les hauts fonctionnaires et les ambassadeurs qui ne pensent pas comme lui ce qui, un comble !, n'a choqué personne. Ces propos sont loin d'être anodins et font peur car, par expérience, je connais cette gauche intolérante qui de surcroît s'arrange toujours pour rendre responsables ses victimes du mal qu'elle leur fait.

Si cette gauche gagne la présidentielle, dans la foulée, elle gagnera les législatives ce qui veut dire que non seulement elle gèrera seule le pouvoir exécutif, législatif et on peut le dire, judiciaire, mais en plus elle détient largement la majorité des collectivités locales et territoriales, sans oublier les médias qui lui sont majoritairement inféodés, de même que le monde qui diffuse le savoir : en clair il n'y aura plus en France aucun contre-pouvoir structuré et enraciné. Croyez-moi, très rapidement elle va imposer une chape de plomb et bon nombre de libertés vont disparaître, ou seront contrecarrées notamment au niveau

de l'enseignement, des médias, des partis. Vous comprenez dès lors pourquoi je suis effrayé par une telle situation d'autant que, je le répète, la gauche française est de nature totalitaire et en conséquence d'une intolérance que nous ne pouvons plus imaginer car nous la croyons d'un autre temps. On s'imagine que l'inimaginable n'est plus possible. En tant qu'historien, j'affirme l'inverse.

Reste aussi le problème du contexte que dénie la gauche. Nous sommes à l'heure actuelle dans une crise majeure, notamment économique, dans un contexte global. Alors même que nous devons œuvrer ensemble pour y faire face, afin d'éviter d'être emportés comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie et le Portugal..., la gauche non seulement n'en parle pas mais tient exclusivement un débat franco-français avec une problématique révolutionnaire. Le choix comme candidat de la gauche d'un homme comme François Hollande imbibé d'idéologie d'un autre temps est plus que symbolique. Outre l'incompétence notoire de ce politique dénoncée en son temps par ses proches, il n'a absolument aucune expérience gouvernementale, que ce soit nationale ou internationale.

— Vous voterez ?

— Plus que jamais.

— Sarkozy ?

— Sarkozy. Les circonstances le commandent. Je suis pour la liberté. J'ai toujours lutté contre le collectivisme et le totalitarisme de tout horizon. Je sais ce qu'est notre gauche et ce dont elle est capable : j'en ai souffert dans ma chair et dans mon esprit.

Propos recueillis par le quotidien national polonais Nasz Dziennik "Nasz Dziennik".